LeJournaldesdécideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC -N°0276 du Mercredi 14 Avril 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

Premier trimestre 2021

4087 entreprises créées au Togo

• (Page 03)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Cryptomonnaies

Un marché à 2100 milliards de dollars

En plein essor, le marché continue sa croissance exponentielle cette année et intéresse toujours plus de grands noms dans ... • (Page 08)

Economie

L'UE impose des droits de douane sur l'aluminium de Chine

Pour lutter contre des prix jugés «artificiellement» bas, L'Union européenne a décidé lundi de taxer certaines importations ... • (Page 08)

Côte d'Ivoire

Ecobank élue meilleure banque pour le cash management

Ecobank Côte d'Ivoire a reçu ce 12 avril 2021 à Abidjan le prix du « Meilleure Banque pour le Cash ... • (Page 02)

Filière café-cacao

Le CCFCC appuie l'ONG Avenir de l'Environnement

Grâce à l'appui technique et financier du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao ... • (Page 04)

Projet FSB

L'ANADEB élabore un cadre de gestion environnementale et sociale

L'antenne régionale des savanes de l'ANADEB (Agence Nationale d'appui au développement à la base), était ... • (Page 11)

Procédures de passation des marchés publics

L'ARMP lance la première phase des sessions de formation

• (Page 04)

Opportunités d'affaires

450 partenaires au premier séminaire virtuel de la BAD

Le premier séminaire virtuel sur les opportunités commerciales de la Banque africaine de développement ... • (Page 06)

Côte d'Ivoire

Ecobank élue meilleure banque pour le cash management

Ecobank Côte d'Ivoire a reçu ce 12 avril 2021 à Abidjan le prix du « Meilleure Banque pour le Cash Management en Côte d'Ivoire ».

• Eyram AKAKPO

La banque panafricaine, Ecobank Côte d'Ivoire a été élue Meilleure Banque pour le Cash Management 2021. Ce prix décerné par Global Finance récompense l'engagement de la banque auprès de ses clientes entreprises. Le jury a pris en compte l'avis d'analystes, de dirigeants d'entreprises, d'experts en technologie et de chercheurs indépendants, en plus de l'analyse approfondie des produits de Cash Management de Ecobank Côte d'Ivoire, de la rentabilité de la banque, de sa part de marché et de ses services à la clientèle. « Nos solutions de Cash Management s'appuient sur une technologie de pointe et offrent à nos clients ivoiriens des solutions efficaces de gestion du fonds de roulement, de banque transactionnelle et d'investissement sur de nombreux marchés et dans de multiples devises. Nous allons également faciliter l'essor de leur commerce et de leurs investissements intra-africains au fur et à mesure de la mise en place de la ZLEC », a indiqué Paul-Harry Aithnard, Directeur régional de l'UEMOA et Directeur général de Ecobank Côte d'Ivoire. « Le prix décerné par Global Finance confirme que mes collègues de la Banque Commerciale et de la Banque de Grande Clientèle et d'Investissement offrent au secteur des affaires de la Côte d'Ivoire – des PME aux grandes entreprises –, les produits, les services et l'expérience client qu'ils attendent », a-t-il poursuivi. Commentant l'impact de la COVID-19, Joseph D. Giarrauto, éditeur et Directeur éditorial de Global Finance, a précisé que les prix « récompensent les établissements financiers qui ont aidé leurs clients à traverser la crise grâce à des informations en temps réel et des stratégies efficaces, à une époque de changements rapides et spectaculaires ». La plateforme panafricaine de Ecobank permet une gestion de trésorerie et des paiements rapides et intégrés dans 33 pays, offrant un guichet unique pour les règlements en devises africaines, l'encaissement de tous les paiements d'une entreprise en un seul endroit, des règlements partout dans le monde et une gestion fluide et harmonisée des comptes via le portail de banque en ligne Omni Lite ou Omni. Si l'évolution de la pandémie mondiale le permet, la cérémonie de remise du prix de Ecobank Côte d'Ivoire aura lieu lors de la conférence annuelle de Sibos qui se tiendra du 11 au 14 octobre 2021 au Sands Expo and Convention Centre de Singapour. Ecobank Côte d'Ivoire est une filiale du Groupe Ecobank. il emploie plus de 14.000 personnes au service de plus de 24 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays Africains.

AUX DÉCIDEURS ...

Les limites de l'argent liquide

Il existe de nombreuses preuves que les transferts monétaires ont des effets positifs sur les personnes vivant dans la pauvreté, du moins en moyenne. Par exemple, un examen récent de 165 études a révélé que l'aide en espèces, a tendance à augmenter les dépenses en nourriture et autres biens, tout en améliorant également les résultats en matière d'éducation et de santé. Les auteurs ont en outre trouvé peu ou pas de preuves de conséquences involontaires, telles que les personnes travaillant moins parce qu'elles avaient des revenus hors travail plus élevés.

De même, une étude récemment publiée sur l'expérience de revenu de base de Stockton, qui a donné aux résidents sélectionnés au hasard 500 $ par mois pendant deux ans, a révélé que les paiements en espèces stabilisaient les revenus des bénéficiaires, les aidaient à obtenir plus d'emplois à temps plein et réduisaient la dépression et l'anxiété.

Mais cela ne signifie pas que l'argent liquide est la meilleure stratégie pour lutter contre la pauvreté. Il est souvent difficile d'identifier les personnes qui sont réellement pauvres et qui ont besoin de l'argent pour qu'une aide en espèces puisse être fournie aux bonnes personnes. Une étude récente a examiné les données de neuf pays d'Afrique subsaharienne pour évaluer la performance d'une méthode commune utilisée par les programmes de lutte contre la pauvreté pour cibler les pauvres. Elle a révélé qu'environ la moitié des ménages sélectionnés par la méthode n'étaient pas pauvres, tandis que la moitié des ménages qui étaient réellement pauvres n'étaient pas sélectionnés.

Ce problème de ciblage n'est pas propre aux pays en développement. Par exemple, l'expérience de Stockton a limité l'admissibilité aux personnes vivant dans des quartiers dont le revenu médian est inférieur à la médiane de la ville, ce qui signifie que les personnes plus aisées de ces quartiers étaient éligibles. En outre, les ménages éligibles ont été informés par courrier physique de s'inscrire en ligne, ce qui implique que le programme excluait les sans-abri et les personnes moins technophiles.

Un autre problème est directement lié à la définition de la pauvreté, qui est plus précisément définie comme un manque de bien-être plutôt que comme un manque de revenus. En bref, donner de l'argent n'améliore pas directement le bien-être de quelqu'un; c'est plutôt un outil qui peut être utilisé pour acheter des choses - comme de la nourriture et un abri - qui contribuent directement au bien-être.

Même si les pauvres peuvent être identifiés avec succès, certaines personnes peuvent ne pas recevoir les prestations typiques ou moyennes en raison de problèmes pour convertir les espèces en améliorations de leur bien-être.

Par exemple, les gens peuvent avoir des problèmes de santé mentale ou physique, ou ils peuvent être affectés par les façons subtiles dont la pauvreté elle-même compromet la prise de décision économique. De même, dans certains cas, l'argent liquide peut ne pas faire beaucoup de bien parce que certaines des choses qui contribuent à l'amélioration du bien-être - comme les soins de santé ou la scolarisation - peuvent être inaccessibles ou de mauvaise qualité. En termes simples, l'argent liquide ne peut pas tout acheter.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Premier trimestre 2021

4087 entreprises créées au Togo

Le tissu économique du Togo se renforce malgré la pandémie du coronavirus. Au premier trimestre de l'année 2021, 4087 entreprises ont encore vu le jour sur le sol togolais. Un chiffre qui selon les autorités est vu comme un signe indicateur de la relance de l'économie post-covid-19.

• Emanuel AKAKPO

1390 en janvier 2021, 1375 en février 2021 et 1322 en mars 2021. Au totale, selon le CFE (Centre de formalités des entreprises), 4087 entreprises ont été créées au cours des trois premiers de l'année 2021. Un chiffre nettement supérieur par rapport aux dernières années si l'on se référait à la même période. En effet, de janvier en mars 2020, un peu plus de 3 600 entreprises ont été créés, ainsi cette nouvelle croissance en matière de création des entreprises au Togo en ce début d'année selon les autorités, « laisse entrevoir un nouveau record annuel à la fin de l'année 2021 ». La reprise de création des entreprises au Togo a été portée par les entrepreneurs selon les informations. Ils représentent « 80 % des initiatives entrepreneuriales formalisées ». Avec l'apparition de la pandémie du coronavirus, la Banque mondiale avait signifié dans un rapport en novembre 2020 que l'élan économique du Togo pourrait être limité et la croissance elle autre pourrait reculer de 1 %. Puisque dès le début de la crise sanitaire, l'on constate « une baisse de la production et des ventes dans de nombreux secteurs en particulier ceux dans lesquels le travail à distance n'est pas possible ». Aussi, les petites et moyennes entreprises étaient-elles particulièrement touchées par les effets de la crise. Une situation qui a amené la Banque Mondiale a préconisé aux gouvernements « d'apporter un soutien budgétaire de grandes ampleurs aux ménages les plus vulnérables et aux entreprises afin de stimuler la relance économique post-covid 19 ». Ceci pourrait ainsi permettre au pays « de bâtir une économie post-covid-19 plus résiliente.

Apport du secteur privé à l'économie nationale

Malgré la timidité de l'élan vers une croissance forte, le secteur privé togolais joue un rôle très important dans le développement du pays. Il est aujourd'hui la principale source de création et d'accumulation de richesse, ceci à travers l'entrepreneuriat et l'investissement pour le développement du pays. Mais l'un des constats fait par plusieurs acteurs de développement est « qu'en termes de création d'emplois et de richesse, l'impact de toutes des entités est difficilement mesurable ». Puisqu'une récente étude du CFE (Centre de Formalité des Entreprises), a démontré que « le taux de survie réel de façon régulière et permanente des entreprises créées est de 52,5 % ». La promotion d'une croissance inclusive et durable est alors d'une grande nécessité selon les analystes en vue de rectifier le tir.

CMJN

Centre de Formalités des Entreprises

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

CENTRE DE FORMALITES DES ENTREPRISES
(CFE)

STATISTIQUES DE CREATION D'ENTREPRISES
MOIS : JANVIER

NOMBRE DE CREATION	PERSONNE PHYSIQUE	PERSONNE MORALE	TOGOLAIS	ETRANGERS	HOMMES	FEMMES	ACTES SOUS SEING PRIVES	ACTES NOTARIES
1390	831	559	1222	168	1000	390	453	35

STATISTIQUES DE CREATION D'ENTREPRISES
MOIS : FEVRIER

NOMBRE DE CREATION	PERSONNE PHYSIQUE	PERSONNE MORALE	TOGOLAIS	ETRANGERS	HOMMES	FEMMES	ACTES SOUS SEING PRIVES	ACTES NOTARIES
1375	839	536	927	448	991	384	417	39

STATISTIQUES DE CREATION D'ENTREPRISES
MOIS : MARS

NOMBRE DE CREATION	PERSONNE PHYSIQUE	PERSONNE MORALE	TOGOLAIS	ETRANGERS	HOMMES	FEMMES	ACTES SOUS SEING PRIVES	ACTES NOTARIES
1322	792	530	1131	191	992	330	427	54

Procédures de passation des marchés publics

L'ARMP lance la première phase des sessions de formation

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) en collaboration avec la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) a ouvert ce 12 avril 2021, à Kara, la première phase des sessions de formation à l'intention des personnes responsables des marchés publics, des membres des commissions de passation et de contrôle des marchés publics des 117 communes du Togo sur « les procédures de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics ».

• Bernard AFAWOUBO

Renforcer les capacités des personnes responsables des marchés publics, des membres des commissions de passation et de contrôle des marchés publics des 117 communes du Togo à la connaissance des règles de gestion du cycle d'un marché public et d'une délégation de service public. Tel est l'objectif visé par les premiers responsables de l'Autorité de Régulation des marchés Publics en organisant des sessions de formation à l'intention de ces derniers. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires, M. Robert Baoubadi Bakai, en présence du préfet de la Kozah, M. Hemou Badibawou Bakali et du maire de la commune Kozah 1, M. Baoubadi Pidabi. Au Togo, les 117 communes dont dispose le pays sont réparties sur toute l'étendue du territoire national et sont dotées d'un statut d'autorité contractante suivant la loi relative aux marchés publics et par conséquent sont tenues de faire leurs acquisitions en adoptant les procédures et les pratiques respectant les exigences en matière d'achat public. Ainsi, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics trouve judicieux d'organiser une formation sur « les procédures de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics » à leur intention en vue de leur permettre de conduire efficacement les processus de leurs acquisitions conformément à la règlementation

• Le Présidium à l'ouverture des travaux

en vigueur. En effet, cette formation va se dérouler en 15 sessions d'une durée de trois jours en deux phases. La première du 12 au 14 avril 2021, comporte sept sessions et se déroulera simultanément à Dapaong, Kara et Sokodé tandis que la seconde du 19 au 21 avril, compte huit sessions et s'effectuera simultanément à Atakpamé, Kpalimé, Tsévié et Lomé. Ainsi, l'ARMP a entamé la première phase de formation du 12 au 14 avril prochain simultanément à Dapaong pour les représentants des communes de la Région des Savanes, à Kara pour ceux de la Région de la kara et à Sokodé pour ceux de la Région Centrale. Au cours de cette formation, il s'agit de définir le cadre réglementaire, institutionnel et les missions des différents organes du système des marchés publics au Togo ainsi que leur relation fonctionnelle ; de présenter les responsabilités et obligations auxquelles sont soumis les membres des organes de gestion des marchés publics et délégations de service public ; d'énumérer et définir les principes fondamentaux qui guident la commande publique et déterminent la régulation des marchés publics ; de distinguer les différentes phases du processus d'acquisition publique et d'expliquer les bonnes pratiques qui régissent la mise en œuvre des étapes successives qu'elles comportent et de disposer des outils pour contrôler la régularité du processus de mise en œuvre des marchés publics. Le directeur général par intérim de l'ARMP, M. Aftar Morou-Touré, indique que c'est la première formation dont vont bénéficier les communes et elle va porter sur « les procédures de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics ». « Cette formation sera suivie par plusieurs autres pour permettre aux communes de disposer de personnes compétentes et bien formées pour gérer leurs marchés publics », a-t-il annoncé. Par ailleurs, M. Aftar Morou-Touré précise que cette formation servira également à sensibiliser les participants sur la nécessité d'éviter les pratiques frauduleuses sous peine de s'exposer aux sanctions en vigueur. Il a averti les participants en les signifiants que l'ARMP veillera au grain et n'hésitera pas à faire appliquer les textes si l'occasion se présente. Elle dispose pour cela d'un dispositif composé : d'un numéro vert pour dénoncer les pratiques frauduleuses (80 00 88 88).

Filière café-cacao

Le CCFCC appuie l'ONG Avenir de l'Environnement

Grâce à l'appui technique et financier du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) au Togo, l'ONG Avenir de l'Environnement (ADE) a procédé, vendredi 09 avril 2021 à la remise de 40.000 plants de cacaoyer et 10.000 plants agroforestiers à la Fédération des Unions des Sociétés Coopératives des Producteurs de Café et Cacao (FUPROCAT).

• Joël YANCLO

Les producteurs des préfectures de Kloto, d'Agou, de Kpélé, de Danyi, d'Amou, de Wawa, de l'Akébou et de Blitta (Adélé) sont les bénéficiaires de la 4ème édition du projet « Appui aux producteurs en matériel végétal » de l'ONG Avenir de l'Environnement (ADE). Dans ce cadre, et grâce au soutien technique et financier du Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), 40.000 plants de cacaoyer et 10.000 plants agroforestiers ont été mis à la disposition de la Fédération des Unions des Sociétés Coopératives des Producteurs de Café et Cacao (FUPROCAT). Ce qui permettra d'étendre les plantations et d'accroitre leur résilience au changement climatique à travers la pratique de l'agroforesterie. A en croire Koffigan Kpévon, directeur exécutif de la FUPROCAT, les besoins exprimés au 31 mars 2021 sont de 52200 plants

• Remise symbolique de plant

de cacaoyers et 5330 plants agroforestiers répartis entre les différentes unions de la zone café et cacao. Une demande supérieure à l'offre. Pour sa part, le directeur exécutif de l'ONG ADE, Yawo Prince Tefé, a déploré la baisse des superficies avant d'encourager les acteurs à tout mettre en œuvre pour parvenir dans les prochaines années à 40.000 hectares. « Tous les acteurs de la filière doivent jouer leur partition en accompagnant le gouvernement qui a initié depuis 2013 la relance de cette filière à travers le Programme d'Appui au Secteur Agricole (PASA). Ceci devra permettre de redonner à la filière la place qui était la sienne avec les 40.000 hectares de production et même à aller au-delà », a déclaré M. Tefé, selon des propos rapportés par Togo Breaking News. Quant au Secrétaire administratif du CCFCC, Koami N'Key Amona, il a expliqué que la mission du CCFCC est de superviser la commercialisation du café et du cacao et de coordonner toutes les activités liées à ces deux filières.

Covid-19

Vers le règlement définitif des factures des hôtels réquisitionnés

Le ministre du Tourisme et la Coordination nationale de gestion de la riposte à la Covid-19 rencontrent cette semaine, les promoteurs des établissements d'hébergement qui ont été réquisitionnés pour le confinement des malades potentiels et de personnes contacts dans le cadre de la lutte contre la pandémie. Objectif, échanger sur les modalités de règlement définitif des factures.

Cette rencontre a lieu à Lomé au cabinet du ministre Kossi Lamadokou, selon un communiqué signé le 7 avril. Elle débute ce lundi 12 avec les établissements du Grand Lomé, et prend fin le 17 avec ceux de la région des Savanes. En rappel, plusieurs hôtels et autres structures sont réquisitionnés depuis 2020 par le gouvernement conformément aux disposi-

tions de l'arrêté n° 2020-026/PM/CAB portant réquisition d'hôtels, pour faire face à l'épidémie. Mais en attendant le règlement définitif des factures, le ministre de tutelle, dans une note circulaire datée du 2 avril 2021, avait invité les responsables d'hôtels du Grand Lomé à faire vacciner tout leur personnel, et leur a demandé de « mettre en congé technique jusqu'à la fin de la pandémie, tout agent qui refuserait de se faire vacciner ».

Avec togobusinessnews.com

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force d'unir notre professionnalisme pour satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité

LA MAIN DU MARBRE - Sarl

LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56

Opportunités d'affaires

450 partenaires au premier séminaire virtuel de la BAD

Le premier séminaire virtuel sur les opportunités commerciales de la Banque africaine de développement (BAD) en 2021, attire 450 partenaires et fournisseurs mondiaux.

• ***Nicole ESSO***

La Banque africaine de développement (BAD) a accueilli son premier séminaire virtuel sur les opportunités d'affaires (BOS) de 2021 les 6 et 7 avril. Les séminaires BOS offrent un guichet unique pour les entreprises, les entrepreneurs civils, les fabricants, les consultants et les fournisseurs des membres régionaux et non régionaux du Groupe de la Banque cherchant à fournir des biens et services à des projets ou à la Banque. Tenue pratiquement à la suite de la pandémie actuelle de Covid-19, les délégués ont été informés de la stratégie de la Banque pour soutenir la croissance économique, de ses domaines prioritaires, des règles et procédures pour les marchés de projets et d'entreprises, et des opérations en cours dans les secteurs public et privé. Au cours des sessions, le personnel a discuté des secteurs qui offrent des opportunités aux partenaires et aux fournisseurs: changement climatique; infrastructures, villes et développement urbain; industries et commerce; finance et PME; agriculture; santé, capital humain, jeunesse et développement des compétences. «Le séminaire sur les opportunités d'affaires de la Banque en 2021 a été une expérience d'apprentissage impressionnante et une porte ouverte pour interagir virtuellement avec différents experts et obtenir un aperçu des meilleures pratiques et des orientations pour mener des approches commerciales efficaces au sein de la Banque», a déclaré David Andrés Rojas Mejía, spécialiste principal du développement des affaires. À l'Agence de promotion du commerce et des investissements de Catalogne. Les partenaires du secteur privé ont largement contribué à la discussion, partageant leur expérience en matière de partenariat et de passation de marchés avec la Banque. Parmi eux figuraient Kwame Boate, directeur national de Techno-Serve Inc. (Ghana) et Cletus Kayenwee du programme des entreprises rurales du ministère ghanéen du commerce, qui ont partagé leur expérience de passation de marchés avec la Banque dans le cadre du programme «One District One Factory» Enable Youth du Ghana. Le programme vise à renforcer la capacité entrepreneuriale des jeunes diplômés. Les participants ont également entendu Abdelillah Zenjari, directeur général adjoint de TEKCIM. Il a partagé son expérience de partenariat et d'obtention d'un prêt de 45 millions d'euros pour la construction d'une cimenterie d'une capacité de 1,4 million de tonnes dans la région d'El Jadida au Maroc. Au fil des ans, les séminaires ont accueilli environ 2 500 délégués de 55 pays, avec une moyenne de 75% de délégués de pays membres non régionaux et 90% du secteur privé. Pour la Banque, les séminaires augmentent l'intérêt pour les projets financés par la Banque et renforcent la concurrence, favorisant ainsi des offres de meilleure qualité qui offrent un rapport qualité-prix optimal pour ses pays membres régionaux.

Environnement

L'ATIBT appelle à stopper la lutte contre le commerce illégal de bois

L'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), en prélude à la célébration de la Journée de la Terra prévue le 22 avril 2021, a invité à mettre en lumière les acteurs clés qui participent à la lutte contre la déforestation et le commerce illégal de bois.

C'est dans cette optique qu'à l'initiative du programme Fair&Precious (www.fair-and-precious.org), l'ATIBT, s'est « engagée pour la gestion durable des forêts et l'achat de bois certifié », indique l'association dans un communiqué transmis à la presse dont VivAfrik détient une copie. « En encourageant le commerce de bois responsable et durable, l'ATIBT et ses partenaires (provenant d'une vingtaine de pays qui produisent et consomment des bois tropicaux) agissent de manière concrète dans les bassins forestiers à la fois sur la protection de la faune et de la flore mais aussi sur le développement socio-économiques des populations des pays producteurs (soutien économique, formations, développement et préservation de la filière) », a souligné dans le communiqué Benoit Jobbé-Duval, directeur général de l'Association technique internationale des bois tropicaux. Selon le doçcument officiel, l'ATIBT participe activement au dialogue international et intervient dans les décisions nationales et internationales en matière de politique forestière, en agissant comme facilitateur grâce à une collaboration concrète avec les ministères nationaux et les organisations internationales telles l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union européenne, l'Agence française de développement (AFD), la Coopération allemande (KFW), le Fonds mondial pour la nature (WWF), le Forest stewardship council ou Conseil de soutien de la forêt, en français (FSC), le Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC) / PAFC ou encore la Commission des forêts d'Afrique Centrale, (et de nombreuses autres organisations). Enfin, l'ATIBT invite à faire le point sur les engagements et solutions mises en œuvre pour relever les défis auxquels sont confrontées les forêts tropicales, car, estime l'organisation, il est aujourd'hui essentiel de sensibiliser tous les acteurs de la chaîne (exploitants, acheteurs, consommateurs) aux bienfaits d'une industrie durable, éthique et légale des forêts de bois tropicaux en tant que ressource naturelle et renouvelable.

Avec VivAfrik

Côte d'Ivoire

Les acteurs de la noix de cajou face aux enjeux de la BMPA

Dans quelques mois, la noix de cajou, dont la production a atteint près de 800.000 tonnes en 2020, va transiger à la Bourse des matières premières agricoles (BMPA) pour permettre la fixation d'un prix national du kilogramme conformément à la loi de l'offre et de la demande.

Si cette plateforme (BMPA) permet à l'agriculteur de sécuriser le prix de vente de sa production, elle prouve l'exigence d'accueillir une qualité de la noix dans les centres d'entreposages. C'est pourquoi les acteurs attendent bénéficier de formation et de moyens de contrôle adaptés pour une bonne qualité de l'amande post-récolte. Déjà, plus de 200 organisations professionnelles agricoles qui ont entamé, le vendredi 2 avril, une formation avec le Conseil coton anacarde (CCA) dans la région du Hambol (située dans le centre-nord de la Côte d'Ivoire), ont exprimé

• ***Préparation au séchage des noix de cajou à Abidjan en Côte d'Ivoire (photo d'illustration). © AFP***

ce samedi 10 avril, un satisfecit pour ces sessions de renforcement de capacités. « La qualité est une préoccupation autant pour le Conseil que pour les producteurs que nous sommes. Nous sommes conscients que la qualité de la noix de cajou part du producteur », a fait savoir Hassane Coulibaly, président du conseil d'administration de l'Union des coopératives de Dabakala, ville située au centre du pays. Initiée depuis septembre 2016, la réforme pour la qualité de la noix de cajou entre aujourd'hui dans une phase stratégique, non seulement pour la transformation qui constitue aussi une priorité du gouvernement mais plus pour l'exportation, accompagnée des centres d'entreposage pour sécuriser la valeur du produit. Outre la noix de cajou, le maïs et la kola sont également éligibles à la BMPA destinée à améliorer le système de commercialisation des produits agricoles.

Avec financialafrik.com

Nigeria

Ecobank reçoit le prix Starsight de la durabilité énergétique

Le fournisseur d'énergie solaire Starsight Energy vient de décerner son prix de la durabilité à Ecobank. L'établissement bancaire a solarisé près de 150 succursales au Nigéria. Un service fourni par Starsight Energy, qui vise à réduire l'empreinte carbone d'Ecobank.

Ecobank Nigéria a remporté le prix Starsight de la durabilité, qui distingue les entreprises commerciales pour leurs efforts en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Le prix a été décerné le 6 avril 2021 à Lagos par le fournisseur d'énergie renouvelable Starsight Energy, qui cible les entreprises clientes ayant installé des systèmes solaires dans au moins une centaine de leurs succursales. Un critère de sélection largement dépassé par Ecobank Nigéria, chez qui Starsight Energy a déployé des systèmes solaires dans 150 agences à travers le pays d'Afrique de l'Ouest, pour une capacité solaire et hybride installée de 11 mégawatts (MW). Filiale nigériane du groupe Ecobank qui emploie plus de 14 000 personnes dans 33 pays africains, Ecobank Nigéria n'a pas manqué de saluer l'intérêt écologique et économique de son partenariat avec Starsight Energy. «Notre partenariat avec Starsight a permis à Ecobank de réduire ses émissions de carbone tout en offrant un environnement de travail plus propre, favorisant ainsi la politique de durabilité environnementale de la banque. De plus, l'alimentation électrique régulière et propre de nos sites a considérablement amélioré le temps de fonctionnement des guichets automatiques en succursale, ce qui se traduit par une augmentation des revenus et une meilleure perception de la marque» explique Olugboyega Falayi, le responsable des services commerciaux d'Ecobank. Par ailleurs, les systèmes de pointe de Starsight permettront à Ecobank d'éviter les émissions de plus de 45 000 tonnes de CO_2 pendant la durée de vie du projet, tout en réduisant considérablement les coûts d'électricité et de refroidissement.

Starsight Energy a déjà déployé 41 MW de capacité solaire en Afrique de l'Ouest

Starsight Energy opère surtout en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigéria et au Ghana. De sa création en 2015 à nos jours, le fournisseur énergie renouvelable déployée a 41 MW de capacité de production installée et 33 MWh de stockage sur 547 sites. «Nos clients du secteur financier comptent sur notre garantie de disponibilité de 99,9 % pour assurer le fonctionnement de leurs activités bancaires vitales 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Nous apprécions énormément nos clients de longue date tels qu'Ecobank et nous sommes reconnaissants du soutien de nos investisseurs en capitaux propres que sont Helios Investment Partners et Afrikans Infrastructure Investment Managers, ainsi que des investisseurs par endettement Norfund et Finnfund, qui nous permettent d'établir et de développer ces relations à long terme» se félicite Tony Carr, le PDG de Starsight Energy.

Avec afrik21

BRVM 10	123,44
Variation Jour	-0,95 %
Variation annuelle	-5,68 %

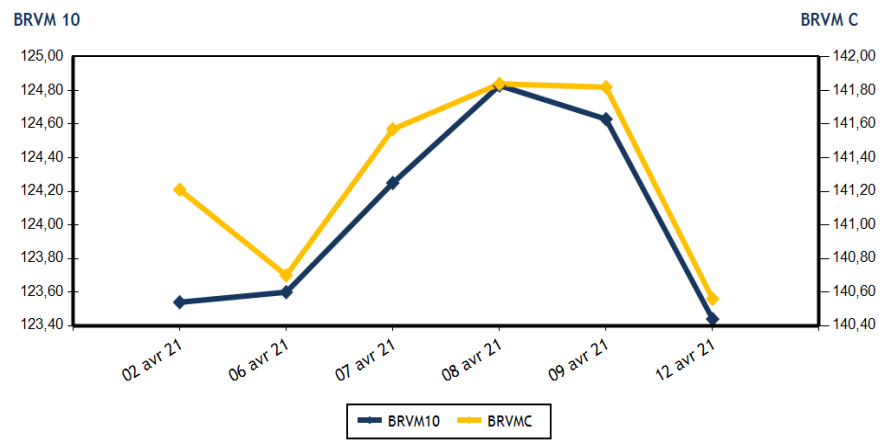
BRVM
BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

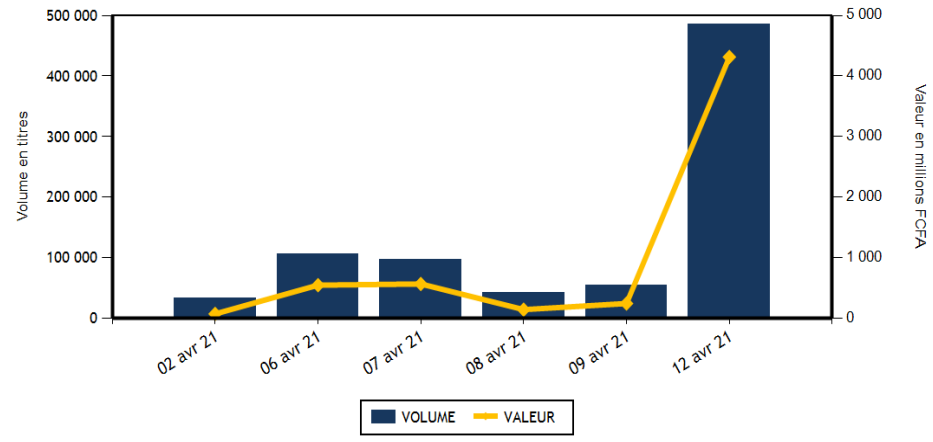
N° 70 — lundi 12 avril 2021 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	140,56
Variation Jour	-0,89 %
Variation annuelle	-3,31 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 230 049 663 076	-0,89 %
Volume échangé (Actions & Droits)	85 937	63,42 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	311 734 513	41,25 %
Nombre de titres transigés	36	2,86 %
Nombre de titres en hausse	7	-36,36 %
Nombre de titres en baisse	18	100,00 %
Nombre de titres inchangés	11	-26,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 322 177 750 697	0,06 %
Volume échangé	400 225	17 384,71 %
Valeur transigée (FCFA)	4 002 259 770	17 366,51 %
Nombre de titres transigés	6	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-83,33 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	4	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	3 760	7,43 %	22,08 %
SAPH CI (SPHC)	2 000	2,56 %	42,86 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 700	1,37 %	0,68 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	415	1,22 %	15,28 %
TOTAL CI (TTLC)	1 290	0,78 %	-18,87 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	3 235	-7,44 %	8,19 %
CIE CI (CIEC)	1 375	-7,09 %	-8,33 %
PALM CI (PALC)	3 000	-6,25 %	33,33 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 850	-3,75 %	4,19 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 760	-3,59 %	7,43 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,35	0,23 %	8,55 %	4 234	1 844 665	77,12
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	403,34	-1,10 %	-1,74 %	61 273	271 767 190	8,10
BRVM - FINANCES	15	55,91	-0,92 %	-6,80 %	11 799	25 619 053	8,74
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	-9,45 %	1 830	2 551 450	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	109,53	-2,38 %	26,57 %	3 505	7 126 700	9,54
BRVM - DISTRIBUTION	7	205,64	0,33 %	-9,18 %	3 296	2 825 455	12,15
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	370,16	0,00 %	7,14 %	0	0	4,66
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,06	
Taux de rendement moyen du marché	7,89	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,77	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	160 418,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 022 141 300,73	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,55	
Ratio moyen de satisfaction	55,37	
Ratio moyen de tendance	3 563,26	
Ratio moyen de couverture	2,81	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	3,14	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2985 Cotonou
Tél. : (229) 21 31 21 26
Fax : (229) 21 31 20 77

BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 87 73
Fax : (226) 25 30 87 19

CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél. : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77

GUINEE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Pansau Naisna
CP. 88 Bissau
Tél. : (245) 320 16 02 Fax : (245) 320 16 02

MALI
Immeuble SONAVIE, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. E 1398 - Bamako
Tél. : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11

NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la concertation
BP 13 299 Niamey
Tél. : (227) 20 73 66 92
Fax : (227) 20 73 69 47

SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél. : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06

TOGO
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél. : (228) 22 61 23 16
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Cryptomonnaies

Un marché à 2100 milliards de dollars

En plein essor, le marché continue sa croissance exponentielle cette année et intéresse toujours plus de grands noms dans les milieux boursiers. Retour sur un secteur créé il y a 12 ans.

Le marché des cryptomonnaies poursuit sa croissance exponentielle en 2021: avec une taille vertigineuse de 2100 milliards de dollars, il intéresse de plus en plus de grands noms à Wall Street. Alors que l'une des plus grandes plateformes d'échanges, Coinbase, prépare son introduction en Bourse mercredi aux Etats-Unis, retour sur un secteur créé de toute pièce dans les 12 dernières années. Alors que l'une des plus grandes plateformes d'échanges, Coinbase, prépare son introduction en Bourse mercredi aux Etats-Unis, et que le bitcoin culmine à plus de 62'000 dollars, retour sur un secteur créé de toute pièce dans les 12 dernières années.

Le bitcoin, première cryptomonnaie

Le 31 octobre 2008, dans le sillage de la crise financière, un ou des anonymes, cachés derrière le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, publient le livre blanc fondateur du bitcoin. Le but, créer un moyen de paiement, dont la sécurité ne serait pas assurée par une banque centrale ou par des organismes financiers, mais par une cryptologie inviolable et à l'émission régulée par un logiciel aux règles quasi impossibles à modifier: la décentralisation comme réponse aux abus de Wall Street. N'importe quel particulier peut participer à la création de nouveaux bitcoins, par un processus appelé «minage», qui s'est depuis professionnalisé et est principalement pratiqué depuis des centres de données géants à travers le monde. Près de 18,7 millions de bitcoins ont été créés depuis le premier bloc de 50 bitcoins, le 2 janvier 2009. Leur nombre final, 21 millions, fait partie des limites fixées par Satoshi Nakamoto. Le minage est devenu difficilement accessible. Les particuliers utilisent désormais des plateformes d'achats, comme Coinbase, pour acheter des cryptomonnaies. Des banques et des services de paiement comme Paypal proposent également d'utiliser certaines cryptomonnaies.

Investir plus que payer

La volatilité du prix du bitcoin et la limitation du nombre de transactions simultanées rendent son utilisation comme moyen de paiement difficile. Ce qui n'empêche pas les investisseurs de s'y intéresser: certains d'entre eux voient dans le bitcoin un actif numérique qui pourrait remplacer l'or comme moyen de se protéger de l'action des banques centrales et de l'inflation. Les plus radicaux espèrent même un retour de l'étalon or, mais avec le bitcoin comme réserve; d'autres profitent simplement de la hausse des prix pour engranger des bénéfices records. Le constructeur de véhicules électriques Tesla a annoncé en février avoir investi 1,5 milliard de dollars de sa trésorerie dans les cryptomonnaies, alors que son patron, l'excentrique multimilliardaire Elon Musk, vante régulièrement leurs mérites sur les réseaux sociaux. Après une chute des prix en 2018 et une traversée du désert, le prix bat record sur record depuis fin 2020: de moins de 12'000 dollars en octobre, il a dépassé 60'000 dollars en mars 2021. Les banques centrales dénoncent régulièrement une utilisation du bitcoin comme moyen de paiement pour des achats illicites ou pour frauder, et les régulateurs des marchés s'inquiètent des risques causés par la volatilité. Les cryptomonnaies sont particulièrement prisées dans les pays où l'inflation galope: alors que le naira nigérian a perdu 50% de sa valeur dans les dernières années, un tiers des habitants affirme avoir déjà utilisé des cryptomonnaies.

Les autres cryptomonnaies

De nombreuses autres cryptomonnaies cherchent à rivaliser, ou à compléter, le bitcoin. Le numéro deux du marché est l'ethereum, qui a atteint un nouveau plus haut historique à plus de 2200 dollars mardi. L'ensemble du marché des cryptomonnaies atteignait une taille de plus de 2100 milliards de dollars, selon le site spécialisé Coinmarketcap, qui recense plus de 9000 différentes cryptomonnaies et évalue leur marché en multipliant leur prix par le nombre de «pièces» émises. Si le prix de la plupart évolue au gré des achats et des ventes, certaines cherchent à calquer le prix des monnaies traditionnelles: ce sont les «stablecoins», dont les créateurs promettent de posséder autant de dollars qu'ils émettent de «pièces». De leur côté, les banques centrales planchent sur des projets de monnaies numériques, qui pourraient elles aussi se passer des banques ou de billets. La Chine a ainsi lancé des expériences sur le yuan numérique en mars, tandis que l'euro et le dollar se penchent sur la question.

(AFP)

Commerces indépendants

Une coalition de petites entreprises veut briser le monopole d'Amazon

Épiceries, quincailleries, librairies… des dizaines de milliers de commerces indépendants se sont unis contre Amazon et ses pratiques jugées anticoncurrentielles.

«Ils écrivent les règles du jeu et ils jouent à ce jeu en même temps», résume Danny Caine, un des dizaines de milliers de patrons de PME américaines qui ont formé une alliance contre Amazon et ses pratiques jugées anticoncurrentielles. Pour ce libraire et toute la coalition baptisée «Small Business Rising» («Les petites entreprises vent debout»), il est urgent que le gouvernement reprenne la main, et écrive lui-même les règles du jeu du commerce en ligne. «La mainmise d'Amazon sur le e-commerce est l'une des principales menaces que doivent affronter les commerces indépendants», souligne la nouvelle organisation dans un communiqué publié mardi, au nom d'une vingtaine d'associations professionnelles (épiceries, quincailleries, librairies…), qui représentent plus de 60'000 entreprises aux États-Unis. Elle appelle Washington à freiner l'expansion du géant des technologies et de la distribution, et même à le casser en plusieurs morceaux moins menaçants. Leurs plaintes ne sont pas nouvelles, mais elles ont plus de chances de se faire entendre après une année de pandémie qui a largement enrichi Amazon et alors que l'opinion publique et celle des élus semble tourner en leur faveur. «Aucun des deux partis n'aime particulièrement les monopoles des grands groupes de la tech. Et ce soutien des deux

● *Image d'illustration.*

bords politiques, c'est une vraie opportunité», s'enthousiasme Danny Caine, le propriétaire d'une librairie à Lawrence, dans le Kansas, interviewé par l'AFP.

Domination

Il a pris bonne note des signaux envoyés par Joe Biden, qui a nommé la juriste Lina Khan, une célèbre pourfendeuse des Gafa (Google, Apple, Facebook et Amazon) à l'autorité américaine de la concurrence (FTC). Le nouveau président a également demandé à Tim Wu, un défenseur de lois anti-monopoles strictes, de rejoindre le prestigieux Conseil économique national (NEC). Surtout, les autorités fédérales enquêtent depuis longtemps sur la domination de pans entiers de l'économie par ces firmes de la côte Ouest. En octobre dernier, un groupe de travail de la Chambre des représentants a publié un dossier accusant les Gafa d'abus de position dominante. «Small Business Rising» approuve les conclusions de ce travail parlementaire qui a montré qu'Amazon «demande des commissions exorbitantes, impose des conditions étouffantes et soutire des données de grandes valeurs de fabricants et de commerçants indépendants pour les utiliser sur sa plateforme.» La place de marché a permis à des PME de générer des centaines de milliards de dollars l'année dernière, a répondu le groupe, contacté par l'AFP. «Et leurs ventes ont progressé beaucoup plus rapidement que celles des produits d'Amazon», a insisté un porte-parole. «Des critiques égocentriques poussent pour des interventions malavisées dans l'économie de marché qui tueraient les distributeurs indépendants (…) et réduirait les choix des consommateurs», a-t-il encore argumenté.

(AFP)

Economie

L'UE impose des droits de douane sur l'aluminium de Chine

Pour lutter contre des prix jugés «artificiellement» bas, L'Union européenne a décidé lundi de taxer certaines importations d'aluminium chinois.

L'Union européenne a annoncé lundi l'instauration de droits de douane sur certaines importations d'aluminium en provenance de Chine, auxquelles elle reproche d'être vendues à des prix artificiellement bas en Europe. Ces droits provisoires, publiés au journal officiel de l'UE, ont été adoptés à la suite de plaintes déposées par des producteurs d'aluminium européens qui estimaient que les importations chinoises à bas prix risquaient de les mettre en faillite. Les droits de douane ont été décidés après une enquête de la Commission européenne, qui gère les questions commerciales pour les 27 États membres

de l'UE. La Chine est accusée de maintenir des surcapacités dans les secteurs de l'acier et de l'aluminium, avec le soutien de l'Etat, une situation qui a déjà provoqué des mesures de rétorsion ces dernières années. Des efforts visant à négocier une solution mondiale pour mettre fin à la surproduction chinoise de métaux n'ont pas abouti et le contentieux a poussé l'administration américaine, sous Donald Trump, à entrer en 2018 dans une guerre commerciale avec la Chine. Les nouveaux droits de douane européens varieront entre 19,3% et 46,7% et s'appliqueront à des produits d'aluminium laminé plat. L'UE va poursuivre son enquête. A l'issue de celle-ci, les tarifs provisoires pourraient devenir définitifs. «Nous sommes reconnaissants envers la Commission de prendre les mesures nécessaires pour protéger notre industrie contre la concurrence déloyale», a déclaré Gerd Goetz, directeur général d'European Aluminium, l'association d'industriels à l'origine de la plainte.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-sub items/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier C'est sur le plan financier que les astres pourraient vous venir en aide en ce moment. Vous allez bénéficier d'une certaine chance, tout en ayant de bonnes idées pour rentabiliser au mieux vos rentrées d'argent. Attention simplement à l'impact de Jupiter mal aspecté : cet astre habituellement bénéfique pourra vous souffler des envies d'achat impulsif plutôt inutiles. Méfiez-vous : ce serait trop dommage de claquer bêtement vos quelques économies au lieu de les mettre de côté pour un projet plus intéressant.

Taureau Si vous envisagez depuis un certain temps d'effectuer des transactions de grande envergure ou de modifier le mode de gestion de vos ressources matérielles, ce sera le moment de vous lancer. La journée y sera tout à fait propice. Vous saurez faire les bons choix.

Gémeaux Vous allez entrer dans une phase stagnante sur le plan financier. Ne vous affolez pas : Saturne ne va pas entraîner de problèmes sérieux, mais il va vous obliger à gérer plus sagement votre budget.

Cancer Tout ira bien côté argent, car aucune planète ne recevra d'aspect négatif. Qu'il s'agisse d'une prime quelconque ou de placements qui commencent à vous rapporter, vous pourrez compter sur des surprises agréables.

Lion Vous n'êtes pas très préoccupé en ce moment par des problèmes d'argent. Efforcez-vous quand même de trouver les moyens d'en gagner davantage car l'argent, bien qu'il ne procure pas le bonheur, y contribue dans une très large mesure, car notre société actuelle est celle de consommation. Vous feriez probablement une bonne affaire en achetant une propriété sur les conseils d'un ami.

Vierge Pluton vous sera dans l'ensemble favorable sur le plan financier, provoquant peut-être même pour certains une rentrée d'argent importante. Mais la Lune va brouiller le jeu, et vous aurez tout intérêt à rester très vigilant concernant votre équilibre financier, même s'il semble solide. Attendez encore si vous souhaitez modifier vos placements ou acheter des actions en Bourse, le moment paraissant trop ambigu astralement pour prendre des risques.

Balance La teneur astrale de la journée vous inclinera à faire preuve de bon sens. En particulier, il ne sera pas inutile de penser que la gestion de vos finances doit suivre certaines règles objectives. Ne vous lancez pas dans des dépenses si celles-ci ont pour première conséquence l'effet de vous endetter ; vous le regretteriez amèrement par la suite, car "les dettes abrègent la vie" (Joubert).

Scorpion Sur le plan financier, la planète Saturne mal aspectée pourrait inviter certains natifs du signe à s'engager dans des affaires louches ou des travaux au noir. Ce ne serait pas sans risque, bien entendu, et ces natifs pourraient être victimes de personnes qui ne respectent pas la parole donnée ou qui chercheraient à les exploiter.

Sagittaire Du fait de cet aspect d'Uranus, vous n'aurez pas toute votre clarté de jugement habituelle cette fois. Abstenez-vous donc de traiter des affaires importantes ou de mener des transactions financières délicates. Vous ne retrouverez votre bonne intuition que dans un jour ou deux.

Capricorne Pluton, influençant votre secteur argent, vous sera très favorable, vous aidant à réaliser de bonnes opérations financières. De plus, Jupiter, le maître de la chance, va vous aider à améliorer nettement votre équilibre budgétaire. Mais attention à Neptune en aspect dysharmonique, qui risque de vous tendre toutes sortes de pièges. Soyez très vigilant, évitez toute dépense importante et, surtout, ne vous lancez pas dans des spéculations hasardeuses.

Verseau Sur le plan financier, une mauvaise surprise est possible. Cette configuration désagréable de Saturne pourra perturber votre équilibre : ne prenez aucun risque. Si vous envisagez une opération financière importante, mieux vaudrait la remettre à plus tard. Evitez également de toucher à vos placements.

Poissons Evitez toute opération financière compliquée aujourd'hui. Même si la chance vous sourit à certaines occasions, contentez-vous de vos rentrées habituelles, qui seront suffisantes, et ne prenez pas de risque dans des spéculations douteuses.

L'économiste du Togo
Le Journal des décideurs
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général
Léonard DOSSOU
Administrateur délégué
Anicet Carlos Oké
Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08
Rédacteur en chef
Joël YANCLO
00228 97 78 79 07
Chef d'édition
Yves K.ADJANOUVI
Rédacteurs
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO
Direction commerciale
Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
Imprimerie
J.C. Inter press
Tirage: 5000

FAISONS BLOC
CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
✓ Vous avez **moins de 50 ans et** souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

vaccin.covid19.gouv.tg

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Coordination Nationale de Gestion de la Riposte contre la COVID-19

CORONAVIRUS AU TOGO

@Covid19TG

Projet FSB

L'ANADEB élabore un cadre de gestion environnementale et sociale

L'antenne régionale des savanes de l'ANADEB (Agence Nationale d'appui au développement à la base), était en atelier pour l'élaboration du cadre de gestion environnementale et sociale du projet FSB (Filets Sociaux et Services de base) additionnel. L'atelier a eu lieu, le lundi 12 avril 2021 à Dapaong (chef-lieu de la préfecture de Tône et de la région des savanes dans le nord du Togo à 650 km de Lomé et 35 km de la frontière avec le Burkina Faso). Objectif, associer les populations à la prise de décision finale concernant le projet Filets sociaux et services de base additionnel.

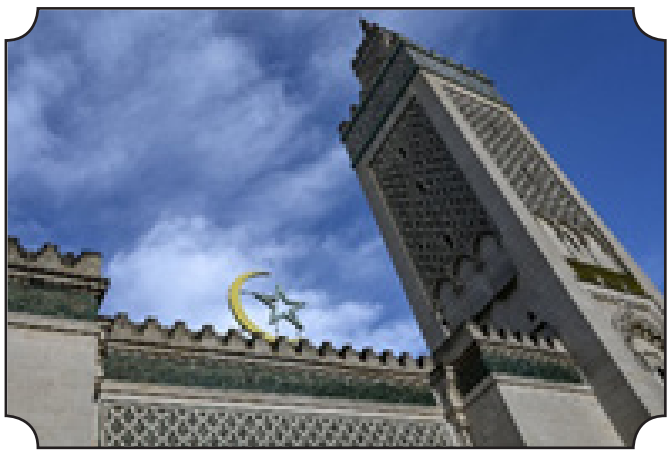
• *Emanuel AKAKPO*

La ville de Dapaong a servi de lieu de rencontres et d'échanges pour l'antenne régionale des savanes de l'ANADEB (Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base). Le lundi 12 avril, l'institution a tenu un atelier avec les représentants des cantons les plus pauvres de la région des savanes, des représentants de l'administration publique, des chefs des services déconcentrés et les organisations de la société civile. Avec pour objectif d'associer les populations à la prise de décision finale concernant le projet Filets Sociaux et service de base additionnel, la cérémonie d'ouverture a été présidé par le préfet de Tône M. TCHIMBIANDJA Yendoukoue Douti et appuyé par la Directrice générale de l'ANADEB, Mme Eléonore Mazalo KATANGA, et de la directrice Planification et suivi-évaluation et des Coordonnateurs nationaux délégués des projets FSB et d'opportunité d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV). Selon l'ANADEB, « La pandémie liée au COVID 19 a sérieusement entravé l'évolution normale de la réalisation des deux projets (EJV, FSB). Il fallait alors une réaction prompte et équilibrée du Gouvernement togolais et son partenaire, la Banque mondiale pour contrer les effets de cette maladie sur les dits projets ». Les projets EJV, et FSB sont des projets de l'ANADEB dont le financement est assuré par la Banque Mondiale. Ils visent selon l'institution « la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté sur le territoire national dans cent cinquante (150) cantons les plus pauvres du Togo ». Toutefois, sa mise en œuvre peut engendrer des conséquences sur l'environnement biophysiques et humain. Et pour l'heure, l'urgence selon les responsables est « de proposer des mesures d'atténuation et de compensation aux impacts négatifs du projet et celles de prévention et de gestion aux risques qui lui sont inhérents pour ainsi intégrer de nouvelle donne dans la perspective du développement durable du pays ». Il faut rappeler que depuis sa création il y a 10 ans l'Agence nationale d'appui au développement a mobilisé plus de 100 milliards de francs pour la réalisation de nombreux projets notamment dans le secteur de la santé, de l'éducation, de l'alimentation et des activités génératrices de revenus. Des projets dont l'objectif « d'une part vise à accroître le revenu et la consommation des ménages ciblés et, de ce fait, leur capacité à faire face aux chocs économiques et d'autre part vise à soutenir les bénéficiaires qui ont achevé avec succès les activités de la composante 1 (FSB), pour le lancement ou l'extension d'une activité génératrice de revenus à travers une subvention et l'accès au mentorat ».

Religion

Début du jeûne de Ramadan au Togo

La communauté musulmane du Togo a entamé ce 13 avril 2021, le jeûne du mois de Ramadan pour le compte de l'année 2021 dans un contexte marqué par la pandémie de la covid19.



• *Eyram AKAKPO*

Ce Ramadan 2021 sera particulier en raison de la hausse des cas du coronavirus dans le pays et surtout du lot de mesures destinés à le combattre. Ainsi, le gouvernement en concertation avec l'Union musulmane du Togo (UMT) et les imams du grand Lomé ont pris une série de mesures destinées à protéger les fidèles au cours de cette période. On retrouve entre autres l'interdiction des ruptures collectives du jeûne, les regroupements importants dans les mosquées, les prières dans la rue et le Tafsir (Commentaire du coran en public). Aussi, les imams devront-ils gérer le flux des fidèles par de petits groupes et le premier appel à la prière ne pourra avoir lieu avant 4h30. Le mois de Ramadan est sacré dans la religion musulmane et constitue l'un des cinq piliers de l'islam. Il correspond au neuvième mois lunaire musulmane et célèbre la révélation du coran au prophète Mahomet par l'archange Gabriel. Au cours de cette période, le musulman doit s'abstenir de manger, de boire, de fumer et d'avoir des relations sexuelles du lever au coucher du soleil. Le jeûne permet au musulman de raffermir sa foi, de se rapprocher davantage d'Allah et de marcher selon ses prescriptions.

Sélection nationale

Claude Leroy démissionne enfin !

C'est désormais officiel. Claude Le Roy n'est plus le sélectionneur des Éperviers du Togo.

• *Eyram AKAKPO*

Le technicien français a annoncé le 12 avril 2021 dans l'Emission Talent d'Afrique sur la chaîne Canal+ Sport, avoir rendu sa démission aux autorités togolaises. « Pour le Togo et en ce qui concerne l'équipe nationale, c'est fini pour moi… c'est une décision que j'ai prise après en avoir parlé avec la ministre des sports», a-t-il déclaré sur Canal+. Dans un communiqué en date du 7 avril 2021, le manager général de la sélection nationale a confirmé la démission du technicien français. « N'ayant pas réussi à qualifier le Togo pour la CAN Cameroun 2021, le sélectionneur national, Claude Le Roy a pris la décision de démissionner de son poste suite à une réunion avec Mme la ministre des Sports, Dr Lidi Bessi Kama », a indiqué le manager général des Éperviers Pawuinam Batéma. Arrivé à la tête de la sélection nationale le 6 avril 2016, avec un énorme salaire, Claude Leroy aura négativement marqué le football togolais de par ses prestations et résultats. En 35 matches, le technicien français a enregistré 9 victoires, 12 nuls et 14 défaites. Même si sa démission est un ouf de soulagement pour les togolais, il a invité le public sportif à réserver un accueil ''chaleureux'' à son successeur. « Quel que soit celui qui prendra ma place, il faudra être indulgent avec lui », a-t-il exhorté.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

SUNU Bank

WhatsApp Banking

Votre simulation de crédit instantanément

Un projet ? Votre financement est au bout des doigts !

+228 93 33 64 62

ⓘ Informations sur SUNU Bank - Pharmacie de garde - Résulats loterie - Météo

www.sunu-group.com

SUNUBankTG